



Fonctionnement et conception des programmes du FMI

Jérôme Vacher

Représentant Résident du FMI en Tunisie

Séminaire FMI Maghreb Org. Sociétés Civiles

Rabat, le 7 novembre 2019



Des financements selon les besoins du pays

- Les principaux mécanismes de financement (non concessionnels):
 - Stand By (Accord de confirmation): court, focalise sur politiques macro-économiques
 - EFF (Mécanisme Elargi de Crédit): plus long (remboursement), plus d'accent sur les reformes structurelles
 - PLL (Ligne de Précaution et de Liquidité): préventif, mécanisme d'assurance, pre-qualification

<https://www.imf.org/fr/About/Factsheets/IMF-Lending>
- Tous les programmes du FMI ont pour objectif principal de renforcer la stabilité économique et financière et accompagner les pays emprunteurs vers une croissance économique plus soutenable
 - Une combinaison d'emprunt et de reformes économiques: lorsqu'un pays a accès aux ressources du FMI, il le fait en décidant d'adapter ses politiques économiques pour résoudre les problèmes qui l'ont amené à rechercher initialement ce financement
- Principaux programmes financiers récents dans la région:
 - Egypte (2016-2019): 11.9 Mds USD
 - Jordanie (2016-): 0.7 Mds USD (0.3 Mds déboursés)
 - Tunisie (2016-2020): : 2.8 Mds USD (1.6 Mds déboursés)
 - Maroc (2018): PLL de 3 Mds USD



A la base, toujours un cadrage macro-économique

- Secteur réel (croissance, inflation)
- Finances publiques
 - Impact des conditions économiques (PIB nominal) sur les variables budgétaires
 - Incorporation des mesures de politique budgétaire
 - Détermination du besoin de financement public
- Balance des paiements
 - Incorporation des hypothèses économiques globales (commerce mondial, cours du pétrole, etc.)
 - Incorporation du cadre macro (croissance des exportations, demande interne c.a.d. consommation et investissement)
 - Identification des sources de financement, par rapport aux besoins de financement
 - Impact sur les réserves de change du pays
- Secteur monétaire
 - Hypothèses de demande de monnaie, offre (éventuelle politique de la banque centrale)
 - Impact des besoins de financement (financement du déficit budgétaire, financement externe et niveau des réserves)
 - Réconciliation des chiffres des différents secteurs



La “conditionnalité” ou le soutien du FMI a un programme économique

Les négociations avec les autorités du pays portent sur les engagements qui permettront à terme de résoudre les problèmes sous-jacents qui ont rendu le pays vulnérable aux chocs. Ces engagements sont présentés dans plusieurs documents:

- **Lettre d'intention (LOI)** préparée par le pays, y décrivant les chocs macro-économiques subis et les grandes lignes des politiques économiques qu'elles souhaitent mettre en place.
- Ces politiques sont abordées plus en détail dans le **Mémoire de Politiques Économiques et Financières (MEFP)** qui accompagne la lettre.
- L'engagement des autorités inclut également un **mémoire d'accord technique (Technical Memorandum of Understanding - TMU)**, qui définit les aspects quantitatifs et la fourniture de données nécessaires au programme.



La “conditionnalité” ou le soutien du FMI a un programme économique

- Revues périodiques pour évaluer le progrès en matière de performance et d’engagements:
 - Aspects quantitatifs: critères de performance et objectifs indicatifs
 - Repères structurels.
- Chaque revue a un aspect “backward looking” (rétrospectif) et “forward looking” (prospectif)
- Le calendrier indicatif des revues a venir, sur une base trimestrielle, n’est qu’indicatif, étant conditionne par les progrès réalisés et les engagements pris
- Les développements économiques et politiques sont également abordes de sorte a incorporer leurs éventuels effets sur le programme



La “conditionnalité” ou le soutien du FMI a un programme économique

- L’analyse portant sur la Revue est préparée dans un rapport soumis par les services au Conseil d’Administration.
- Les décaissements sont réalisés sous condition de l’approbation par le Conseil et sont soumis au respect des critères de performance et des repères structurels, sauf si le Conseil décide de lever ou repousser l’application d’une partie d’entre eux.
- Les analyses sous tendant les revues sont publiées dans un rapport des services (Staff Report), sur le site du FMI après la réunion du conseil d’administration.



Exemple: Pourquoi et comment le FMI prête a la Tunisie ?

- Accord de confirmation en 2013 (SBA) et Mécanisme Elargi de Crédit (EFF) en 2016
- Plus de 3 Mds de dollars prêtés depuis 2013, dont 1,6 Mds du programme en cours (2016-2020 sur 2,8 Mds prévus)
- Pour:
 - Une politique budgétaire contra-cyclique,
 - Des réformes pour la croissance,
 - La protection des plus vulnérables,
 - Catalyser le soutien des partenaires internationaux



Pourquoi et comment le FMI prête a la Tunisie ?

- Bilan de l'accord de confirmation (SBA 2013-2015)
 - ✓ Aide fondamentale a la stabilisation macro-économique dans une période difficile de transition politique, avec des chocs externes importants (Libye)
 - ✓ Progrès en matière de réformes structurelles et de renforcement du secteur financier (par exemple recapitalisation des banques publiques)
 - ✓ Mais détérioration de la composition des dépenses publiques, avec le gonflement de la masse salariale (presque 15% du PIB en 2016, une des plus élevées au monde) et peu de progrès sur les subventions énergétiques ou sur les réformes fiscales



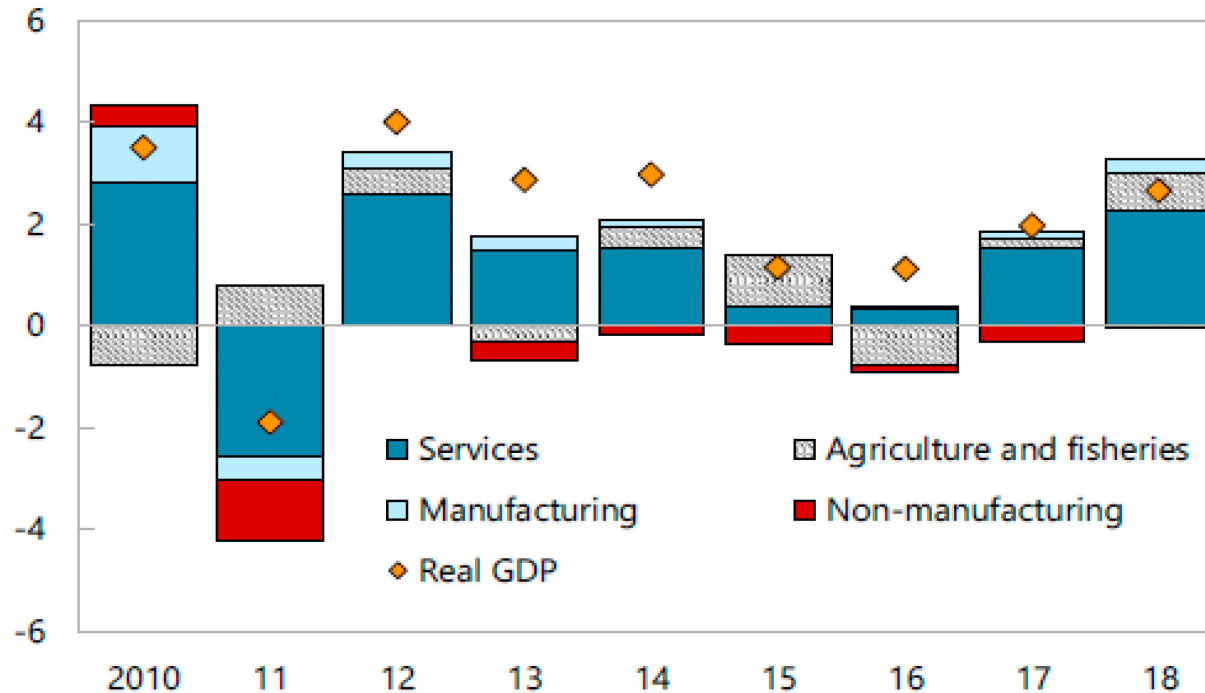
Pourquoi et comment le FMI prête a la Tunisie ?

- Mécanisme Elargi de Credit (EFF 2016-2020)
 - ✓ 5 revues effectuées (6 “tranches”), la plus recent en juin 2019
 - ✓ Contribution continue a la stabilisation macro-économique dans une période difficile, avec de nouveaux chocs importants (attaques terroristes avec un fort impact sur les recettes touristiques et la croissance)
 - ✓ Continuation du renforcement du secteur financier, et des banques publiques
 - ✓ Début d’ajustement des tarifs énergétiques
 - ✓ Ajustement budgétaire en cours et reprise de l’économie (après une croissance moyenne de 1.3 pourcent sur les années 2015-2017)

Une reprise économique encore timide

Sectoral Contributions to Growth

(Percent, Annual Growth)



Sources: National Authorities; and IMF staff estimates.



Des défis encore importants à relever

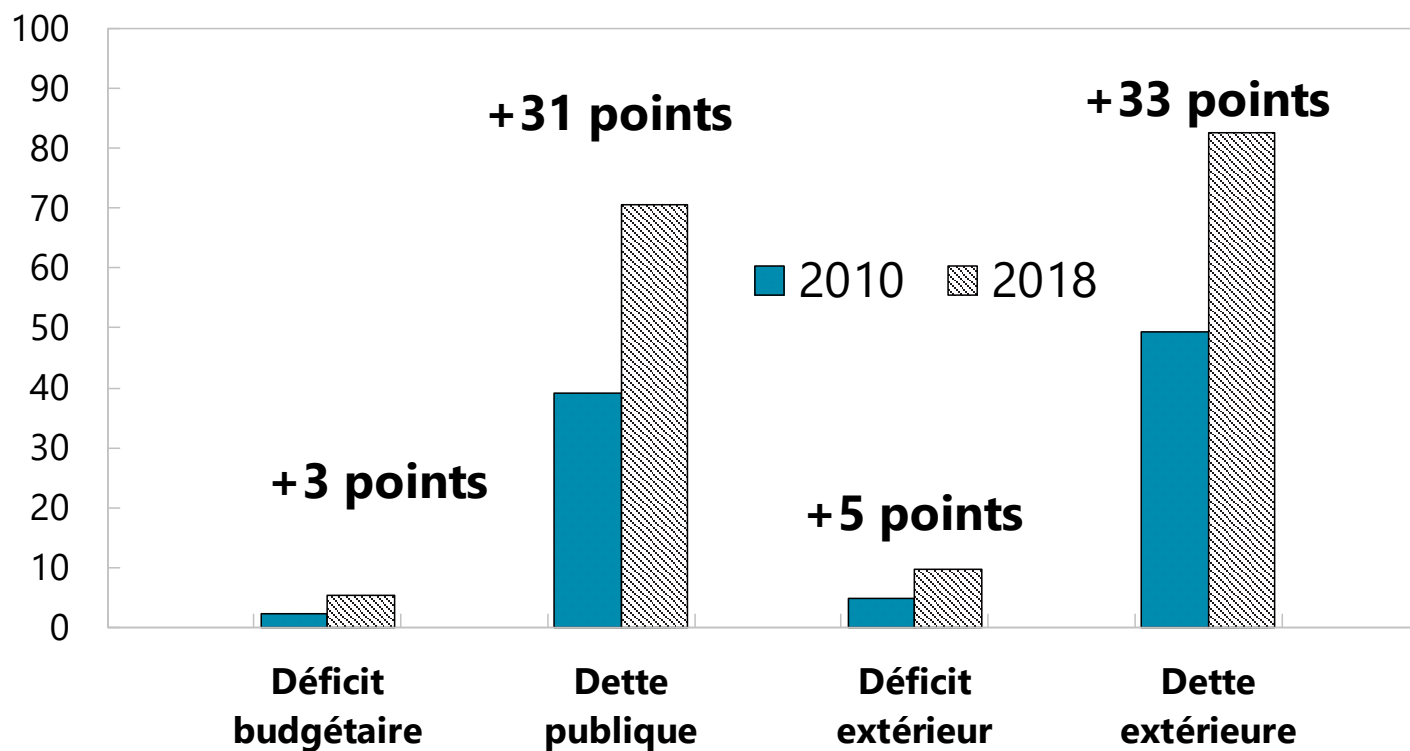
- 4 grands défis macro-économiques à l'heure actuelle:
 - ✓ Une croissance trop faible pour réduire durablement le chômage, en particulier chez les jeunes et les femmes
 - ✓ Inflation en passe d'être stabilisée mais à un niveau encore beaucoup trop élevé
 - ✓ Un déficit des paiements courants élevé, des réserves de change encore insuffisantes pour une croissance soutenable
 - ✓ Une dette publique lourde, pour partie en devises et demandant un ajustement sur plusieurs années et une reorientation des dépenses (moins de masse salariale, de subventions énergétiques, et plus de dépenses sociales bien ciblées et de "dépenses d'avenir")



Des défis encore importants à relever: budget et dette

Déficits et Dette

(en pourcentage du PIB)



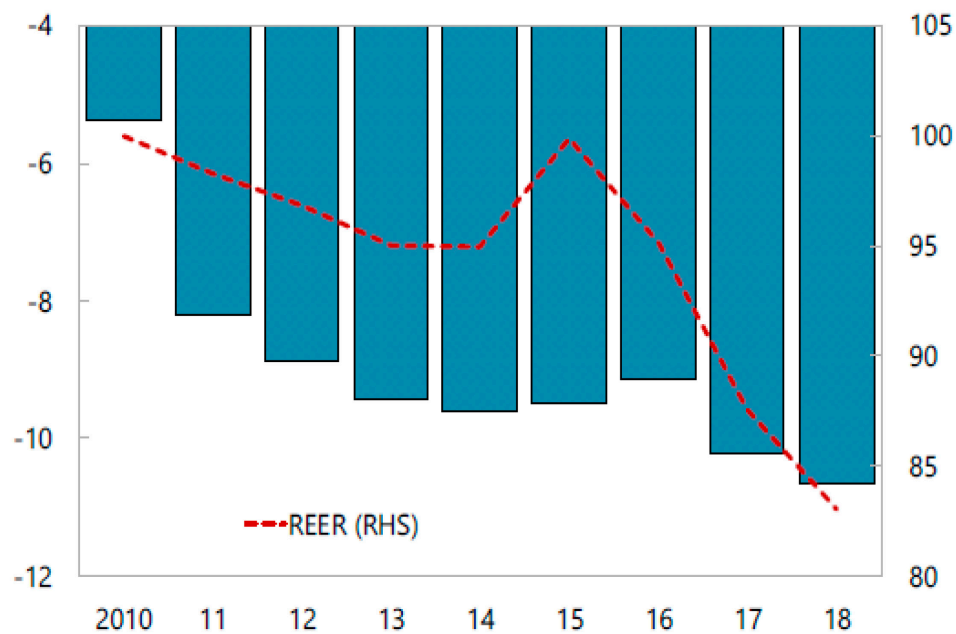
Sources: calculs des services du FMI.



Des défis encore importants à relever: déséquilibres extérieurs

Balance on Current Account

(Percent of GDP; REER Base Year 2010 = 100)



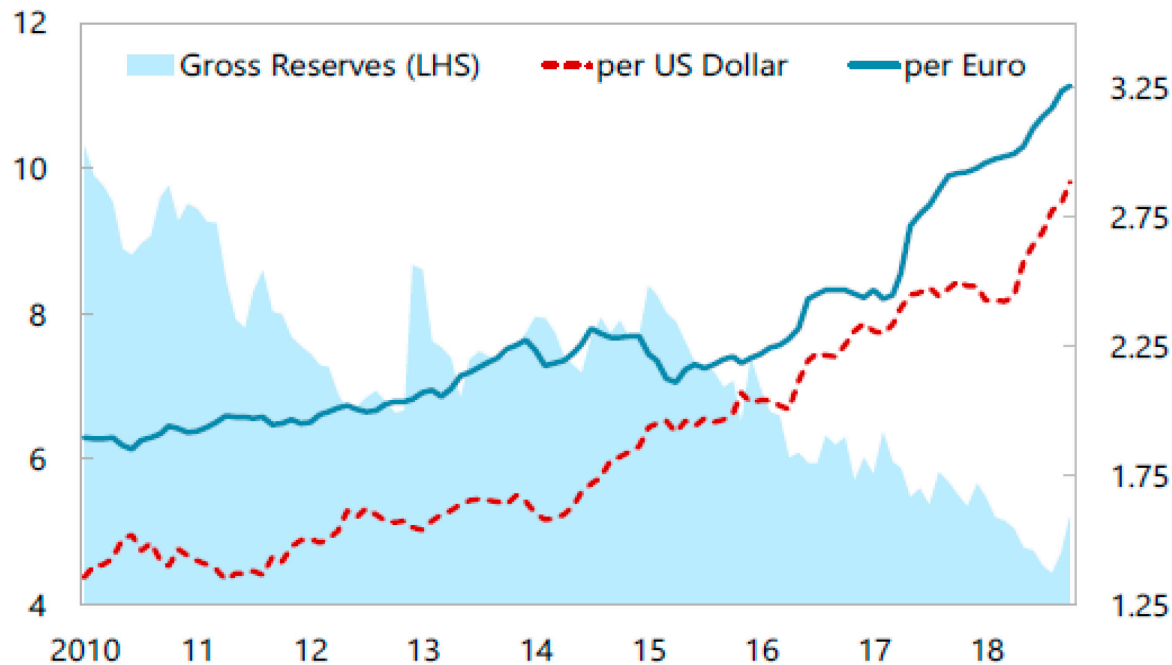
Sources: National Authorities; and IMF Staff Estimates.



Des défis encore importants à relever: déséquilibres extérieurs

Reserves and Exchange Rate

(Reserves in US\$ billions; Exchange Rates in National Currency)



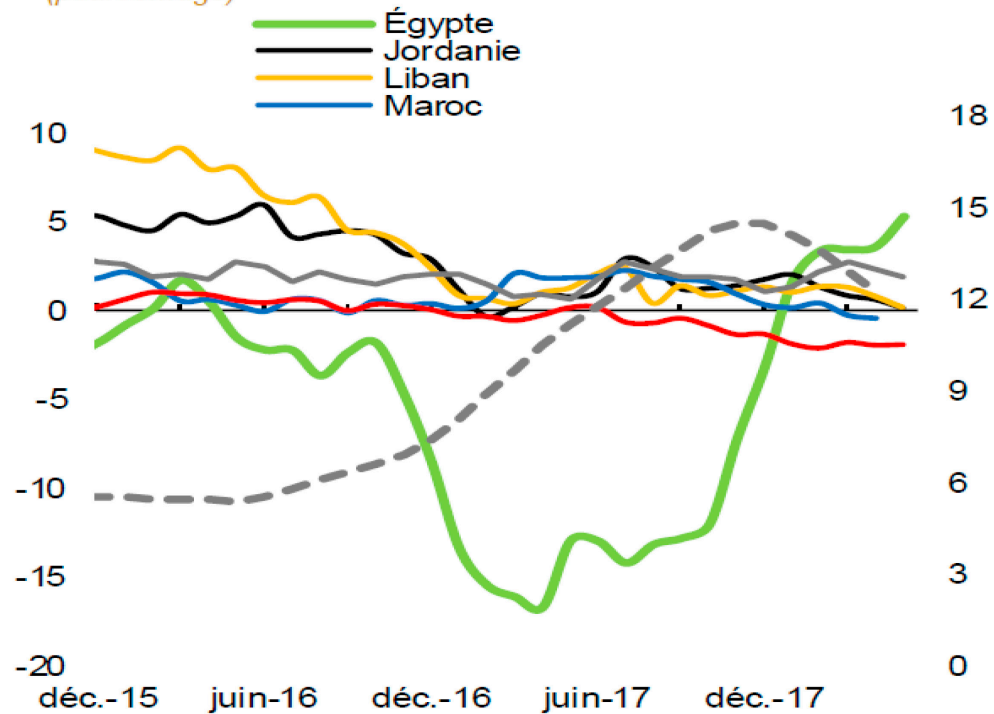
Sources: National Authorities; Bloomberg.



Des défis encore importants à relever: politique monétaire

Taux directeurs réels et inflation

(pourcentage)

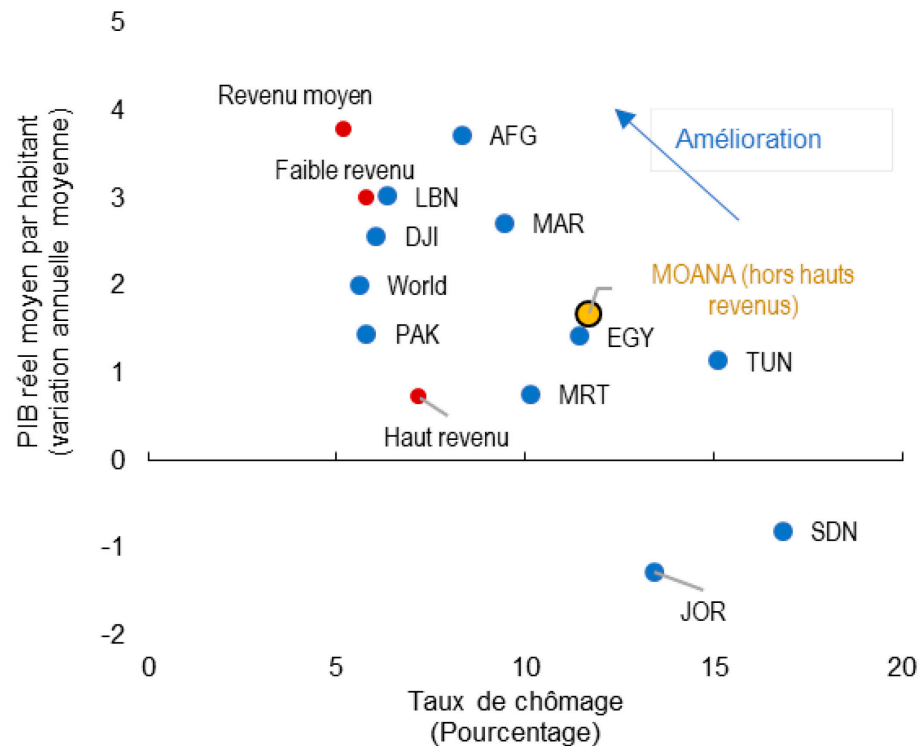


Sources : Haver Analytics ; autorités nationales ; calculs des services du FMI.

Des défis encore importants à relever: croissance et emploi

Chômage et croissance du PIB réel par habitant, 2008–17

(Pourcentage)



Sources : FMI, *Perspectives de l'économie mondiale* ; et Nations Unies et Organisation internationale du travail.

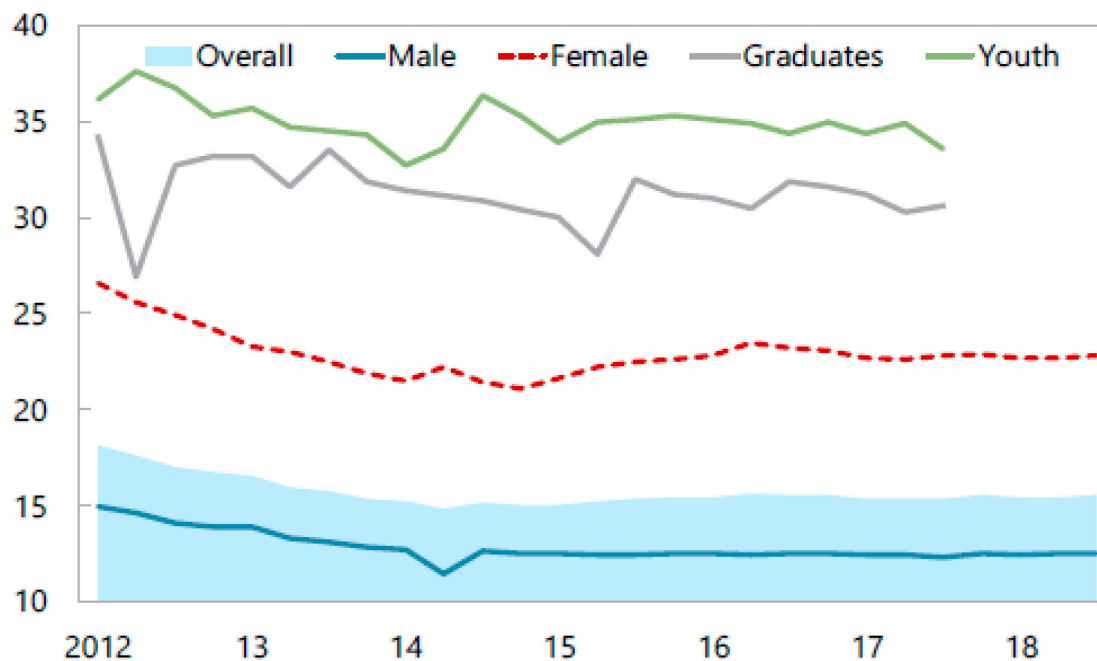
Note : les abréviations de ce graphique correspondent aux codes pays de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). MOANA = Moyen-Orient, Afrique du Nord et Afghanistan.



Des défis encore importants à relever: croissance et emploi

Unemployment Rate

(Percent of Labor Force)



Sources: National Authorities.



Priorités de politique économique

- Une politique budgétaire qui permette de stabiliser la dette publique et préserver les dépenses socialement prioritaires:
 - ✓ Masse salariale à contenir (politique salariale, effectifs)
 - ✓ Diminution des subventions énergétiques via une augmentation des tarifs au coût de marché
 - ✓ Ciblage des dépenses sociales vers ceux qui en ont véritablement besoin, dépenses plus efficaces d'investissement



Priorités de politique économique

- Une politique monétaire et de change qui permette de stabiliser et réduire l'inflation, continuer d'améliorer la compétitivité de l'économie tunisienne et préserver les réserves de change
- Des réformes structurelles pour améliorer l'investissement dans le pays et les perspectives de croissance
 - Croissance plus soutenable et inclusive



Plus d'information sur:

La Tunisie - Bureau du FMI a Tunis

<https://www.imf.org/en/Countries/ResRep/TUN>

Le FMI en francais

<https://www.imf.org/external/french/index.htm>

Dont fiches techniques:

<https://www.imf.org/fr/About/Factsheets>

Merci beaucoup!